

Campagne pour le droit à l'eau

Partage international n° 219 - Novembre 2006

Interview de Tony Clarke par Jason Francis

Tony Clarke est directeur de l'Institut Polaris, une organisation non gouvernementale basée dans l'Ontario (Canada), qui développe des stratégies visant à aider des mouvements citoyens dans le monde à lutter pour un changement social démocratique. Il a travaillé pour le Forum international sur la mondialisation, un institut de recherche et d'éducation basé à San Francisco, opposé à la mondialisation économique, et a été co-lauréat pour le Right Livelihood Award 2005. Il est l'auteur d'ouvrages présentant un tableau précis de la diminution des réserves d'eau dans le monde, des tentatives des corporations transnationales pour faire du « droit » à l'eau un « besoin » dont la satisfaction est mise aux enchères, et de la lutte de communautés du monde entier pour obtenir le contrôle de cette ressource.

Jason Francis a interviewé Tony Clarke pour Partage international.

Partage international : *Qu'est-ce que la mondialisation économique ?*

Tony Clarke : La mondialisation économique concerne essentiellement l'expansion mondiale d'une économie de marché libre. Avec l'effondrement du Mur de Berlin à la fin des années 1980, une économie mondiale bi-polaire du communisme et du capitalisme a brusquement été remplacée par une économie mondiale uni-polaire dominée par le capitalisme. Avec pour résultat que le nombre de corporations transnationales a explosé, ouvrant des marchés dans le monde entier.

En dernière ligne se trouve le secteur public où des gouvernements maintiennent un contrôle sur des capitaux importants pour le compte de leurs populations. Pour les corporations transnationales tournées vers le profit, la méthode est de viser le secteur public en tant que nouveaux marchés potentiels et de développer des stratégies pour mettre la main sur ces marchés.

Le secteur public existe surtout pour préserver les espaces sans profit de notre vie ordinaire, qui ne devraient pas être soumis aux exigences et aux

pressions du marché. Cela comprend l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, les semences qui nous nourrissent et les plantes, et la construction génétique de la vie elle-même. Dans de nombreux pays et cultures, cela implique aussi la santé, l'éducation, les transports et beaucoup d'autres services publics.

Au nom de la mondialisation économique, les corporations transnationales, avec l'aide et le soutien de leurs gouvernements, se lancent avec énergie dans la privatisation de ces espaces et services publics, transformant ce qui relève de la vie communautaire en marchés où « tout est à vendre »

L'impact négatif de la privatisation

PI. *Quel impact la privatisation a-t-elle sur les collectivités et sur l'environnement dans le monde ?*

TC. Il y a trois formes principales de privatisation. Premièrement, il y a le modèle de la propriété privée où les gouvernements vendent la totalité de biens publics tels l'eau ou d'autres services publics au profit de compagnies cherchant à faire un maximum de bénéfices. Deuxièmement, il y a le modèle de la concession privée où les gouvernements confient le contrôle et le fonctionnement de leur eau ou d'autres services publics à une corporation pour une certaine période (habituellement 25, 50 ou 100 ans). Troisièmement, il y a le modèle de contrat privé où les gouvernements établissent des contrats avec une compagnie privée sur certaines parties de leurs services publics, tels que la facturation, tout en maintenant un contrôle sur le reste de leurs opérations.

Le modèle le plus couramment utilisé est le deuxième, le modèle de la concession qui se fait généralement au moyen de partenariats privés-publics. Ce procédé fait que ce que les citoyens considèrent comme des biens et services publics est transformé en biens et services privés. Le mécanisme de distribution devient un marché qui est, bien évidemment, déterminé sur la base de la capacité de payer : ceux qui peuvent payer obtiennent le service, tandis que ceux qui ne le peuvent pas doivent s'en passer.

Lorsque, par exemple, le service des eaux est entre les mains de sociétés commerciales, le prix de l'eau explose afin d'assurer des dividendes aux actionnaires. Des compteurs d'eau sont généralement installés, ce qui a pour conséquence un impact dévastateur sur les communautés les plus pauvres. Ainsi, dans les quartiers pauvres de

Johannesburg, des millions d'habitants ont vu leur approvisionnement en eau interrompu parce qu'ils ne pouvaient pas payer l'augmentation du tarif de l'eau. La même chose s'est produite à Detroit, où 40 000 personnes ont soudain subi des coupures d'eau. La privatisation d'un service public tel que l'eau remet le contrôle de l'eau des gouvernements locaux entre les mains des entreprises commerciales, lesquelles sont souvent sous contrôle étranger. De plus, la privatisation n'assure pas automatiquement une meilleure protection de l'environnement. Les plus grandes corporations qui ont le contrôle de l'eau sont connues pour leur piètre gestion de l'environnement, notamment parce que le traitement des eaux usées, l'élimination des ordures et les décharges représentent l'un des aspects les moins rentables de leurs activités. Il existe même des exemples de sociétés de gestion de l'eau qui se sont plaintes de ce que la hausse du prix de l'eau entraînait une baisse de la consommation, ce qui a conduit à une diminution de leurs bénéfices.

PI. *Quel est l'impact de l'industrie de l'eau en bouteille ?*

TC. C'est l'exemple type de la commercialisation de l'eau dans la société moderne. Aux Etats-Unis, l'eau est prélevée soit dans les rivières, soit aux robinets municipaux, traitée et mise en bouteille (surtout en plastique), puis vendue aux consommateurs à un prix équivalent souvent à mille fois ce qu'elle coûterait au robinet du réseau public.

Il y a quinze ou vingt ans, la plupart des gens buvaient l'eau du réseau municipal. Aujourd'hui, un cinquième des Américains consomment exclusivement de l'eau en bouteille. Ce changement de comportement significatif résulte largement des campagnes de marketing prônant la « supériorité » de l'eau en bouteille sur l'eau du robinet. Cette prétendue supériorité ne repose sur rien de concret, pourtant une population de plus en plus nombreuse semble avoir adopté cette habitude. Et plus les gens prennent l'habitude d'acheter de l'eau en bouteille qu'ils payent beaucoup plus cher, plus ils sont amenés à accepter l'argument selon lequel le système de distribution public devrait être privatisé.

PI. *La Banque mondiale et le Fonds monétaire international proposent aux pays des prêts à condition qu'ils privatisent leurs services publics. Pouvez-vous nous donner quelques exemples de ces prêts sous condition et des conséquences qui en découlent lorsque des pays s'y opposent ?*

TC. Un exemple classique est le cas de la Bolivie, à qui la Banque mondiale a imposé en 1999, comme conditions au renouvellement de prêts gouvernementaux, que les systèmes de distribution d'eau de grandes villes comme Cochabamba soient

privatisés. Le réseau d'eau de Cochabamba fut alors vendu à Bechtel, une société américaine d'ingénierie et de construction, qui a aussitôt augmenté le prix de l'eau au profit de ses actionnaires. Ils ont même facturé aux habitants le coût de la récupération de l'eau de pluie ! Lorsque les habitants de Cochabamba se sont révoltés au printemps 2000, des responsables de Bechtel ont dû fuir le pays, et le système de distribution a été rendu à la communauté. Mais pas pour longtemps. Peu de temps après, Bechtel a profité d'un traité d'investissement entre les Pays-Bas et la Bolivie pour poursuivre le gouvernement bolivien, exigeant 25 millions de dollars pour la perte de futurs bénéfices. Bechtel a réussi à entamer une procédure au nom du traité d'investissement bilatéral via l'une de ses filiales aux Pays-Bas. Une société américaine géante comme Bechtel a réussi à se servir d'un traité bilatéral d'investissement impliquant un autre pays pour exiger de la part du pays le plus pauvre d'Amérique latine le paiement de millions de dollars ! Si à cette époque, des négociations concernant les réseaux d'eau avaient abouti à l'Organisation mondiale du commerce, le gouvernement américain aurait probablement pu exiger du gouvernement bolivien de relancer la privatisation du réseau d'eau dans des villes comme Cochabamba, ou de se voir sanctionné financièrement.

Des suggestions

PI. *Que peuvent faire les gouvernements pour que l'eau soit reconnue un droit pour tous, pour encourager sa préservation et obliger les corporations à adhérer à des principes d'écologie durable ?*

TC. Avant tout, les gouvernements doivent mettre de l'ordre dans leur propre maison. Il faut que la constitution et la législation de tous les pays reconnaissent le droit de tous les peuples à l'eau potable. Le droit et les pouvoirs publics devraient également renforcer les services de distribution de l'eau et faire en sorte que l'industrie de l'eau en bouteille soit placée sous contrôle démocratique, afin d'assurer une distribution d'eau équitable pour tout le monde. Pour cela, les gouvernements doivent protéger et réguler aussi bien les eaux souterraines que les eaux de surface comme les lacs, rivières et cours d'eau.

Ces mesures devraient en outre inclure une révision complète des réglementations sur les prélèvements d'eau pour l'agriculture et l'industrie.

Au plan international, il est nécessaire qu'une convention de l'Onu stipule que l'eau est un droit humain, et que les gouvernements contrôlent le respect d'une charte environnementale, au bénéfice des générations présentes et futures de la planète.

Une telle convention doit être consolidée par des moyens pouvant contrer le pouvoir des entreprises transnationales. En outre, des actions concertées doivent être menées pour supprimer la possibilité de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce d'obliger les gouvernements, en particulier ceux des pays en développement, à privatiser leurs services des eaux. Ces institutions financières et commerciales devraient au contraire renforcer la capacité des gouvernements à assurer un bon service public d'approvisionnement en eau.

Le mouvement citoyen

PI. *Beaucoup de gens n'acceptent pas que leur eau soit volée. Que font les collectivités pour revendiquer le contrôle de leurs ressources hydriques et développer un mouvement mondial cohésif ?*

TC. Vous avez raison. Les gens n'acceptent pas qu'on leur vole leur eau et leurs droits et il se crée dans tous les pays un mouvement mondial de citoyens pour un juste partage de l'eau. Après tout, nous parlons ici de l'essence même de la vie sur cette planète. Sans eau il n'y a pas de vie - ni plantes, ni animaux ni humains. Notre corps est composé d'eau à 60-75 %. Dans les quartiers pauvres de Johannesburg, les gens ont défié les compagnies des eaux et leurs coupures d'eau en reconnectant les conduites sans passer par les compteurs. En Uruguay, des activistes et des travailleurs ont organisé un plébiscite sur le droit universel à l'eau,

pour qu'il soit inscrit dans leur constitution. Dans beaucoup de villes à travers le monde, Djakarta, Buenos Aires, Manille, Johannesburg, des compagnies des eaux comme Suez sont devenues la cible des groupes de résistance. En Inde, des villageois ont organisé des manifestations et des défilés dans plus de 60 villes pour protester contre les prélèvements d'eau opérés par Coca-Cola et Pepsico.

Mais ce mouvement pour une distribution équitable des ressources hydriques ne concerne pas seulement la résistance. Il a aussi pour objectif de proposer des alternatives. Au lieu de promouvoir la privatisation des services publics de l'eau au moyen de « partenariats privés-publics », ce mouvement préconise la reconstruction de systèmes de distribution d'eau à travers de nouvelles formes de « partenariats publics collectifs ». Beaucoup de ces nouvelles initiatives émanent de groupes de citoyens et de collectivités existant dans des pays en développement de l'hémisphère sud.

Auteur : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).

Sources : www.polarisinstitute.org

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()